André Magnan, ***When Wheat Was King: The Rise and Fall of the Canadian-UK Grain Trade.*** The University of British Columbia Press [www.ubcpress.ca], 2016. viii + 205 pp., Cartes, figures, tableaux, photographies, notes, bibliographie, index. Tissu, ISBN 978-0-7748-3114-7 Cdn $ 32,95.

Ce n'est pas un livre d'histoire commerciale. Il s'agit plutôt du compte d'un sociologue de la montée et de la chute du commerce du blé Canada-Royaume-Uni. Traditionnellement, les historiens commerciaux et économiques ont formulé leur analyse du commerce canadien du blé comme un défi ou une défense de la thèse de base, ce qui est le plus souvent associé à Harold Innis. Magnan n'est pas en conversation avec Innis ou les post-Innisians (p. Ex. Doug McCalla, Robin Neill, MC Urquhart, Marvin McInnis et Frank Lewis), qui ont dépassé la thèse de base, en mettant l'accent sur les forces extérieures, pour examiner les facteurs endogènes Dans la croissance économique canadienne. Contrairement à Innis et aux post-Innisiens, Magnan n'est pas intéressé à déterminer le rôle du blé dans le développement économique de la nation ou de ses régions. Il ne s'intéresse pas non plus au blé comme un facteur à long terme dans l'intégration de la nation. Plutôt, il s'intéresse à "l'évolution des institutions distinctives de l'économie du blé des Prairies - la Commission canadienne du blé (CWB) en particulier - à travers les relations de conflit et de coopération qui ont lié la région aux marchés mondiaux depuis 1870". (3)

Cela ne veut pas dire que le livre doit être ignoré par les historiens des entreprises. L'un des débats en cours dans l'historiographie est le rôle de l'État dans la croissance économique canadienne. Les néo-conservateurs / néo-libéraux ont depuis longtemps soutenu que l'État a sapé la santé économique de la nation, ce qui la rend plus pauvre que la nature l'avait prévu à l'origine. Magnan conteste cet argument. Pour lui, la CCB représente un cas réussi d'intervention gouvernementale dans l'économie de marché.

Magnan considère l'évolution de la CCB et de l'industrie canadienne du blé de manière plus générale à travers le prisme des "régimes alimentaires". Comme l'explique Magnan, un régime alimentaire est une constellation historique de «règles et relations sociales régulant la production et la consommation de nourriture à travers Espaces domestiques et internationaux ". (4) Ces régimes alimentaires déterminent les limites dans lesquelles fonctionnent les acteurs sociaux - gouvernements, agriculteurs, industrie et mouvements sociaux. En ce sens, Magnan reconnaît l'importance des facteurs exogènes et endogènes dans la montée et la chute du commerce du blé au cours des 150 dernières années.

Depuis 1870, le commerce canadien du blé a traversé trois époques, dont chacune a été définie par un "régime alimentaire" spécifique. La première période, 1870-1945, a été témoin de la forgeage du commerce de blé Canada-Royaume-Uni à mesure que l'État Place des politiques pour coordonner l'expansion de l'Ouest par règlement, transport et protection commerciale. Les conditions climatiques des prairies du sud étaient idéales pour la croissance du blé Red Rife à haute teneur en protéines et à haute teneur en gluten, qui a été utilisé en Grande-Bretagne pour fabriquer du pain blanc bon marché et bon marché. Au cours de cette période, selon Magnan, les agriculteurs avaient peu de pouvoir sur le marché, mais ils étaient nombreux, organisés et ayant une influence politique suffisante pour convaincre le gouvernement de réglementer le marché en leur faveur. En réponse à la politique de pression des agriculteurs, les institutions du gouvernement pour réglementer le commerce du blé ont été délibérément conçues pour intégrer

la région des Prairies sur le marché britannique. Lorsque la première CCB a été créée le 31 juillet 1919, elle a poursuivi la pratique du marketing collectif et une coordination étroite entre le Canada et le Royaume-Uni qui avait été établie par le Conseil des comités de grains. Au cours des années précédant la Seconde Guerre mondiale, la deuxième CCB a réussi à concilier le désir du gouvernement canadien de maintenir le flux de blé des Prairies en Grande-Bretagne avec les besoins des agriculteurs en matière de protection contre les sociétés céréalières mondiales. Au cours de la crise alimentaire et financière provoquée par la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement a fait de la CCB le seul acheteur légal de blé. Le monopole de la CCB serait maintenu pendant cinquante ans.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un deuxième régime alimentaire a émergé, c'est-à-dire le régime alimentaire commercial-industriel, qui a duré jusqu'en 1995. Cette période était dominée par le gouvernement américain et son soutien aux agriculteurs américains. Les subventions gouvernementales étendues aux agriculteurs ont entraîné d'énormes excédents de blé. Pour faire face à ce problème, le gouvernement américain a signé des accords commerciaux internationaux et établi des programmes de produits de base. En raison de la quantité de grain qu'elle a contrôlée, la CCB a mis au point un rôle de niche en fixant le prix mondial du blé. Dans le même temps, la CCB a contesté le système en vendant du blé à des pays communistes comme l'Union soviétique (à laquelle les agriculteurs américains ne pouvaient pas vendre). Au cours de la période, M. Magnan écrit: "le marketing de bureau unique de la CCB a mis en évidence un ensemble très spécifique de relations entre l'État et l'économie, qui ont non seulement contribué au développement de l'économie céréalière, mais aussi aux termes des Prairies dans le régime alimentaire Relations. "(164)

Le début de la fin du deuxième régime alimentaire s'est produit en 1972, lorsque le gouvernement américain a conclu un accord avec l'Union soviétique qui a permis de dégager les réserves mondiales de céréales et a fait monter les prix mondiaux des denrées alimentaires. Dans le même temps, les boulangers britanniques ont commencé à utiliser de nouvelles technologies qui leur ont permis de remplacer les grains européens par du blé canadien. Dans ce contexte, la CCB a constaté qu'elle ne pouvait plus contrôler les prix mondiaux. Pour aggraver les choses, à la fin des années 1980, le gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney a mis fin à la pratique consistant à fournir un solde sur les prix payés par la CCB aux agriculteurs.

Dans cet environnement mondial hautement compétitif, la CCB s'est de nouveau révélée très novatrice en matière de marketing. En 1995, par exemple, la CCB a négocié un accord avec le géant britannique Warburtons, qui a vu les agriculteurs des Prairies fournir toutes les variétés de blé que Warburtons devait satisfaire à ses besoins d'approvisionnement en échange de prix plus élevés. D'autres succès ont été suivis. Néanmoins, lorsque les conservateurs Stephen Harper sont arrivés au pouvoir en 2006, les jours de la CCB ont été numérotés. Le gouvernement Harper avait une aversion idéologique au grand gouvernement avec sa préférence pour les solutions basées sur le marché. En conséquence, le 1er août 2012, la CCB a été "dépouillée de son monopole commercial historique ...". (2)

Au cours de son histoire, la CCB a fonctionné comme un organisme gouvernemental efficace dans l'économie de marché. À maintes reprises, il s'est réinventé en réponse à l'évolution des conditions politiques et économiques mondiales afin de promouvoir et de protéger les intérêts

des agriculteurs des champs de prairie. L'étude savante de Magnan appuie ainsi davantage la position selon laquelle l'action gouvernementale a rendu la nation économiquement plus forte et plus faible que la nature l'avait prévu.

Matthew J. Bellamy
Carleton University